

**Numéro 1 - 13 janvier 2018**

**Nouvel An 2018**

**Intensifions le travail pour défendre les  
droits de tous!**

**Défendons la liberté de parole en  
tant que droit humain!**

**Faisons du Canada  
une zone pour la paix!**

**- Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) -**



**Nouvel An 2018**

**• Intensifions le travail pour défendre les droits de tous! Défendons la liberté de parole en tant que droit humain! Faisons du Canada une zone pour la paix! - Déclaration du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)**

**Réunion belliciste sur la Corée à Vancouver**

- Le Canada manque de franchise - Pauline Easton**
- Piquets d'information et pétition : oeuvrons pour la paix sur la péninsule coréenne**

- **Le Canada cherche à étendre son rôle militaire en Asie-Pacifique**
- *Enver Villamizar*

### **Année 60 de la Révolution à Cuba**

- **Vive la Révolution cubaine ! - Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)**
- **59 années de révolution! 59 années d'indépendance, de justice et de dignité humaine! - Réseau canadien pour Cuba**
- **« Nous sommes ici et nous y resterons, libres, souverains et indépendants »**
- *Le président de Cuba Raúl Castro*

### **Venezuela**

- **Les forces populaires inscrivent une autre victoire électorale**

---

### **Nouvel An 2018**

**Intensifions le travail pour défendre les droits de tous! Défendons la liberté de parole en tant que droit humain! Faisons du Canada une zone pour la paix!**

**- Déclaration du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste),  
1er janvier 2018 -**

**PDF**

À l'occasion du Nouvel An 2018, le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) transmet ses salutations révolutionnaires aux travailleurs du Canada et du monde.



Comme tous les Canadiens et les peuples du monde, nous entamons la nouvelle année conscients des graves dangers qui planent. La période de repli de la révolution qui a commencé avec la fin de la guerre froide et de la division bipolaire du monde il y a près de trente ans se caractérise par l'institutionnalisation d'une contre-révolution qui envahit tous les domaines. Cela nous place dans une conjoncture historique particulière où les vieilles formes que l'humanité a connues ont fait leur temps tandis que les nouvelles formes répondant aux exigences d'aujourd'hui n'ont pas encore été créées.

L'offensive profondément antisociale lancée par ceux qui contrôlent l'économie et le pouvoir politique détruit les forces productives humaines sur une échelle inégalée. Elle empêche la libération de l'énergie humaine nécessaire pour l'avancement de la société. La perspective

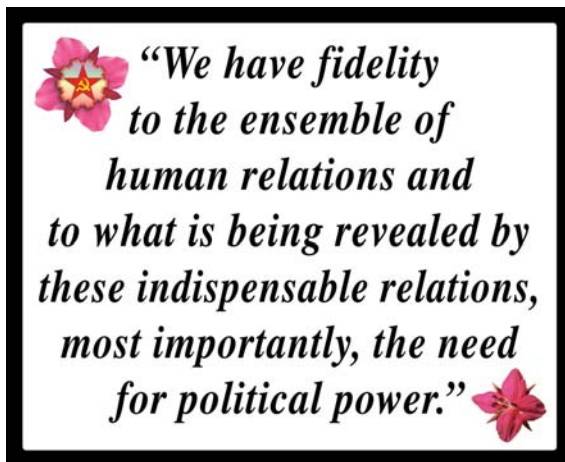
générale qu'elle propose aux peuples du monde est celle d'un cataclysme global qui prend la forme d'un holocauste nucléaire, d'une guerre mondiale contre la terreur, de famines, de spoliation et de migrations sans précédent, avec tous les maux que cela comprend. Cette perspective est appuyée par la thèse de la Fin de l'histoire selon laquelle la démocratie libérale est l'apogée de la

démocratie, au-delà de laquelle il n'y a plus de développement requis ou même possible.

L'insécurité que cette forme de démocratie crée envahit l'existence des travailleurs et de tous les humains partout dans le monde. La démocratie libérale a créé la condition des dangers des armes nucléaires, du changement climatique et de la guerre à la terreur qui bouleverse l'humanité entière. Ceux qui ont usurpé le pouvoir par la force dans les remparts de l'impérialisme et à l'échelle mondiale maintiennent leur pouvoir en privant le peuple d'une conception du monde qui lui est favorable et qui favorise la résolution des problèmes de la société et de l'humanité. La promotion de l'idée que l'humanité est confrontée à une apocalypse impensable, aux horreurs inconcevables, montre que ceux qui dominent sont dans une crise profonde et sont inaptes à gouverner, et pourtant ils persistent dans leur prétention irrationnelle que le peuple n'a pas d'autre choix que de confier son destin à ceux qui sont incapables de trouver une voie vers l'avant.

Cette conception apocalyptique part de l'idée que les humains, qui ont créé collectivement les forces productives, la science et la technologie aujourd'hui utilisées pour provoquer les catastrophes que nous vivons, sont incapables de contrôler leurs créations. Nous sommes censés croire qu'il s'est produit une rupture irrémédiable entre les forces productives et ce qu'elles créent. Nous sommes censés tourner le dos à la science et à la technologie parce que ces forces productives et leurs produits échappent à notre contrôle et nous laissent impuissants. La seule option qui nous reste serait de faire appel aux pouvoirs de police pour défendre la démocratie libérale, qui serait l'étape suprême et finale du développement humain, contre ceux qui veulent la détruire par haine, vengeance et méchanceté ou pour le gain privé. Les actions de Donald Trump aux États-Unis et dans le monde reposent sur la vision que ce qu'il ne peut contrôler, il va le détruire.

Le PCC(M-L) rejette toute conception du monde qui véhicule l'idée qu'il n'y a pas d'alternative. Nous rejetons la conception qui dit que les êtres humains n'ont pas d'autre choix que de se soumettre aux pouvoirs de police sur lesquels nous, le peuple, n'avons aucun contrôle. Ceux qui se sont emparés du pouvoir par la force ne peuvent pas les contrôler non plus d'ailleurs.



Au nom de l'intérêt national et des valeurs civilisées, que l'élite dominante prétend synonymes, des diversions sont lancées pour empêcher le peuple de former son propre mouvement politique, pour le priver d'une conception du monde qui lui permette de trouver des solutions aux problèmes de la société.

Le PCC(M-L) défend la conclusion de la science moderne et de l'expérience humaine qui nous dit que les êtres humains, en utilisant la parole pour affirmer leur conscience, peuvent donner naissance à leur propre matériel de pensée et établir un cadre de référence qui soit en leur

faveur. Ils peuvent délibérer et trouver les façons de résoudre les contradictions en faveur de l'humanité. L'impérialisme américain et ceux qui dominent le monde se déclarent indispensables mais ce sont les rapports entre les humains et entre les humains et la nature qui sont indispensables. Contrairement à ce que prétendent les cercles dominants, tous les individus, tous les membres de l'espèce humaine, toutes les personnes et leurs collectifs, sont indispensables.

Puisque les cercles dominants disent qu'il n'y a que l'apocalypse comme perspective et que l'avenir est impensable, nous concluons que nous avons besoin de notre propre pensée et de notre propre façon de voir le monde, qui part d'un point de vue complètement différent. L'expérience nous dit que le point de vue qui favorise les êtres humains est celui qui vient de la pratique révolutionnaire.



La pratique révolutionnaire est l'action avec analyse, qui place la personne humaine au centre de l'action. Non seulement cette action avec analyse révèle-t-elle la nécessité de changement mais elle change *de facto* les conditions matérielles à notre avantage. La pratique révolutionnaire est requise pour résoudre la crise de manière favorable à la classe ouvrière et aux peuples du Canada et du monde.

L'apocalypse comme perspective est une forme de coercition pour nous faire renoncer à la formulation de notre propre conception du monde. Elle est tout aussi efficace que les bombes, les fusils ou la corruption pour maintenir au pouvoir ceux qui dominent présentement. Le problème n'est donc pas que nous sommes bombardés de fausses nouvelles ou que nous sommes privés d'une information contextuelle nous permettant de tirer des conclusions, mais bien que la classe ouvrière et les peuples ont besoin de leur propre conception du monde et de leur propre projet d'édification nationale, tous deux élaborés sur la base de leur propre politique et organisation. Apparaît la nécessité de développer une personnalité démocratique nouvelle qui s'exprime dans la forme d'un gouvernement antiguerre. Elle est nécessaire pour ouvrir la voie au progrès de la société, voire pour ouvrir la voie au progrès de l'humanité elle-même.



Le PCC(M-L) est d'avis que l'année qui vient mettra davantage en relief ce que signifie être révolutionnaire. Pour être révolutionnaire il ne suffit pas d'être fidèle à une cause, aussi bien intentionné soit-on. Par exemple, beaucoup sont alarmés par ce qu'ils voient comme étant une dangereuse montée du fascisme et de la politique de droite véhiculée par des racistes, des misogynes, des islamophobes et des extrémistes de toutes sortes. Même devant la réalité que les pouvoirs de police sont les seuls vestiges de l'autorité publique à la tête de ce qu'on appelle le pouvoir civil, l'absence d'action avec analyse en amène plusieurs à réagir aux dangers d'aujourd'hui en se portant à la défense de la démocratie libérale. Ce fut la réaction des impérialistes anglo-américains lorsque confrontés à la menace fasciste durant la Deuxième Guerre mondiale. Il est de toute évidence nécessaire de rompre avec l'historiographie de la guerre froide que cette réaction a inspirée. Le système appelé démocratie libérale est précisément le système de représentation qui est en crise aujourd'hui et qui a donné naissance à des gouvernements hors de contrôle et à un pouvoir d'État qui se dévore lui-même.



Les pouvoirs de police non entravés dans la forme de cartels et d'oligopoles mondiaux se sont emparés des pouvoirs politiques de l'État et agissent impunément. Le président américain Donald Trump est sans contredit le principal défenseur de ces pouvoirs de police, lui qui appelle ouvertement à la destruction de tout ce qu'il ne peut pas contrôler, mais lui et ses hommes de main ne sont pas les seuls. Ils ne sont pas des voyous solitaires, des individus qui suivent des politiques erronées ou qui agissent contre le peuple pour des raisons intéressées.

La crise force certains à afficher des prétentions de gauche ou progressistes en opposition à l'extrême droite qui menace la démocratie libérale. On nous demande de faire confiance aux progressistes pour défendre la liberté, la paix et les droits humains et ainsi préserver la démocratie libérale. C'est le cas du gouvernement du Canada et de son

premier ministre, de sa ministre des Affaires étrangères et d'autres porte-parole de l'hypocrisie libérale. Leurs actions facilitent la destruction dans laquelle les impérialistes américains sont engagés car ils croient eux aussi que les États-Unis sont indispensables.

Les hypocrites libéraux, qui se prétendent progressistes, basent eux aussi leurs actions sur la conception du monde apocalyptique. Pour préserver la paix, jurent-ils, le monde doit se soumettre à la machine de guerre américaine. Ceux qui refusent de se soumettre au contrôle américain sont ciblés et ceux qui ne peuvent être contrôlés sont voués à la destruction. Le gouvernement libéral a donné au Canada un rôle de premier plan à cet égard avec ses appels à créer de nouvelles instances internationales illégitimes regroupant « les alliés » pour imposer ce diktat par les moyens militaires et d'autres moyens de coercition.

L'année 2018 va justement débuter avec la tenue d'un rassemblement de ce genre à Vancouver, le 16 janvier, dont l'objectif est d'isoler davantage la République populaire démocratique de Corée (RPDC), à qui on interdit de suivre une voie indépendante, et de préparer l'opinion publique pour la destruction totale de la RPDC, comme Trump l'a proclamé à l'Assemblée générale de l'ONU. Contrairement aux hypocrites libéraux et aux autres qui appartiennent au camp de l'impérialisme américain, nous devons exiger que les États-Unis signent un traité de paix avec la RPDC, ce qu'ils refusent de faire depuis que la Guerre de Corée a abouti à une impasse en 1953, avec un accord d'armistice plutôt qu'un traité de paix. Nous devons également exiger le retrait des forces américaines de la péninsule coréenne.



Les atrocités que les États-Unis ont commises contre le peuple coréen durant la guerre et depuis sont si horribles que la RPDC se voit forcée de défendre son peuple à n'importe quel prix. Pendant ce temps, les puissances belligérantes qui ont envahi la péninsule, dont le Canada, songent aujourd'hui à répéter la destruction et le génocide qu'elles ont commis à ce moment-là. Cela ne doit pas passer !

Le Canada a aussi recours à de nouveaux arrangements internationaux voyous pour justifier le renversement du gouvernement du Venezuela et la restauration de l'oligarchie raciste qui a dominé le pays dans le passé et réduit le peuple à une vie de pauvreté, de privation et d'oppression. Par contre, il garde le silence sur les tueries qui sont commises par ceux qu'il a aidés à prendre le pouvoir par un coup d'État au Honduras et sur la corruption de ceux qu'il a portés au pouvoir en Haïti. Le Canada fournit des armes et d'autres moyens de soutenir la contre-révolution meurtrière en Ukraine où la violence contre le peuple prend des proportions dangereuses. Le Canada, en tant que pays membre de l'OTAN, participe aux efforts pour encercler la Russie. Il vend des armes à l'Europe et à l'Arabie saoudite et participe aux massacres des peuples en Afghanistan, en Irak, en Syrie, au Yémen et ailleurs. Les intérêts et les ingérences du Canada en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes sont contraires aux intérêts des peuples et ne contribuent en rien à la paix, à la liberté ou aux droits humains.

Pour être en mesure d'agir en toute impunité dans ces régions, le gouvernement du Canada a donné carte blanche aux pouvoirs de police qui sont érigés dans le cadre du cartel international d'agences d'espionnage, de mercenaires, d'ONG et de forces armées pour la défense des États-Unis en tant que nation dite indispensable. Le Canada est entièrement investi dans les alliances militaires agressives comme l'OTAN et NORAD et dans la promotion d'accords de libre-échange par lesquels les décisions prises par les oligarques et leurs oligopoles mondiaux sont identifiées à l'intérêt

national.



Les initiatives du gouvernement pour abroger les droits civils tels que la liberté de parole et d'association avec le projet de loi 59 et d'autres moyens et les réformes de la loi électorale ont pour effet d'exacerber la crise de légitimité des gouvernements et du pouvoir d'État. Tout cela démontre que les formes qui ont été créées par l'État-nation européen et le système de représentation appelé démocratie libérale sont maintenant caduques et que les peuples doivent donner naissance à de nouvelles formes qui favorisent leurs intérêts et ceux de l'humanité.

De même, le refus des cercles dominants de négocier de bonne foi avec les collectifs de travailleurs, pour des salaires et des conditions de

travail et de retraite qui reconnaissent la contribution que ces travailleurs font à la richesse créée dans la société, est la preuve que l'équilibre et les arrangements établis au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale pour leur offrir une forme de sécurité n'existent plus. Les travailleurs doivent résoudre le problème du manque de pouvoir et ils peuvent le faire en se prévalant de leur droit de parole, pour réfléchir aux choses à voix haute, partager les expériences et les idées entre eux, pour déterminer ce qui est pertinent et ce qui ne l'est pas et comment intervenir dans une situation donnée d'une façon qui soit à leur avantage.

Les problèmes de la guerre et de la paix et de l'économie nous concernent tous en tant qu'êtres humains. Nous avons le droit humain de débattre des choses qui nous concernent et ce droit est inaliénable. Sans lui, nous ne pouvons pas affirmer notre humanité ni activer le facteur humain/conscience sociale pour humaniser l'environnement naturel et social.

L'affirmation de la conscience humaine par l'exercice du droit humain à la parole n'appartient pas à la catégorie des droits civils tels qu'énoncés dans la *Charte des droits et libertés*. La charte impose des limites dites raisonnables à l'exercice des droits civils mais qui décide quels sont ces droits, comment ils sont exercés et quelles limites sont raisonnables ? On nous dit que le nouveau projet de loi sur la sécurité nationale présentement débattu au Parlement, le projet de loi C-59, a comme objectif d'équilibrer les droits et la sécurité. On prétend que ce projet de loi peut respecter la *Charte des droits et libertés* même si le processus décisionnel est soumis au contrôle des pouvoirs de police. Ces pouvoirs de police comprennent les pouvoirs arbitraires des ministres et des juges qui, de fait, sont au-dessus de l'État de droit. Quant aux assemblées législatives, elles agissent au mépris de l'opinion démocratique communément admise qu'elles sont censées représenter le peuple. Le fait que des lois qui légalisent le recours aux pouvoirs de police soient adoptées au nom de la sécurité et que cela est identifié *de facto* à l'intérêt national montre clairement que dans l'état actuel des choses, le peuple est de plus en plus marginalisé et privé de pouvoir.



La situation aujourd'hui rappelle ce couplet de l'hymne des travailleurs, *L'Internationale* :



*Il n'est pas de sauveurs suprêmes  
Ni Dieu, ni César, ni Tribun,  
Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes  
Décrétons le salut commun.  
Pour que le voleur rende gorge,  
Pour tirer l'esprit du cachot,  
Soufflons nous-mêmes notre forge,  
Battons le fer tant qu'il est chaud.*

Nos meilleurs voeux de succès dans toutes vos entreprises dans la nouvelle année !



---

**Réunion belliciste sur la Corée à Vancouver**  
**Le Canada manque de franchise**  
**- Pauline Easton -**

**Oeuvrer pour la paix sur la péninsule coréenne**  
**Piquets d'information et pétition**



**CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS**

Le Canada et les États-Unis coprésideront la « Réunion des États expéditeurs du commandement des Nations unies » à Vancouver le 16 janvier, qui s'inscrit dans ce que le secrétaire d'État américain Rex Tillerson a qualifié de « campagne de pression sur la Corée du Nord ». Les préparations pour cette réunion ont débuté bien avant novembre de l'année dernière. Malgré la prétention de vouloir défendre un ordre international fondé sur des règles, cette coalition réunit les 21 pays agresseurs originaux qui ont expédié des troupes en Corée entre 1950 et 1953 pour y mener une des guerres les plus meurtrières de l'histoire.[1] Cette guerre a coûté la vie à plus de quatre millions de citoyens coréens et a, entre autres crimes, rasé la ville de Pyongyang.

Les États-Unis mobilisent dans leur alliance militaire agressive les États agresseurs qui ont attaqué la Corée et certains autres pays. Le Canada et les États-Unis appellent cette alliance, qui n'est pas sanctionnée par l'ONU, le « Groupe de Vancouver ». C'est une autre coalition de type cartel mafieux qui invoque de grands idéaux pour servir les ambitions de l'impérialisme américain de

contrôler le monde. Elle est semblable à la « coalition des volontaires » qui a attaqué l'Irak en dehors de la structure de l'ONU, avec un bombardement « choc et effroi » qui a complètement détruit Bagdad en 2003, sauf que cette fois-ci le Canada fait partie des volontaires.

Affaires mondiales Canada prétend que la réunion de Vancouver est une occasion pour les ministres des Affaires étrangères de « manifester leur solidarité contre les actions dangereuses et illégales de la Corée du Nord et de collaborer au renforcement des efforts diplomatiques visant à faire de la péninsule coréenne un endroit sûr, prospère et dénucléarisé. À cette fin, les ministres des Affaires étrangères discuteront des moyens d'accroître l'efficacité du régime de sanctions mondiales à l'appui d'un ordre international fondé sur des règles. »

Le Canada fait preuve d'un manque de franchise flagrant quand il prétend agir en appui à « un ordre international fondé sur des règles », mais contourne délibérément l'ONU pour former une coalition qui prendra des décisions au sujet d'un pays membre de l'ONU qui n'est pas présent et sans la présence d'autres pays qui pourraient ne pas être d'accord avec l'intensification des menaces. Surtout que tout cela arrive à un moment où les États-Unis utilisent leur influence au Conseil de sécurité de l'ONU pour imposer des sanctions économiques extrêmement dommageables pour faire pression sur le peuple en RPDC. La RPDC n'a pas capitulé à ces manœuvres en 1950 et ne va sûrement pas capituler aux sanctions odieuses d'aujourd'hui. Les États-Unis veulent se servir de la réunion de Vancouver pour demander aux « alliés » d'accroître la pression pour détruire la RPDC. Le monde a été témoin d'une campagne semblable dans le cas de l'Irak.



Avec cette rencontre, les États-Unis et le Canada créent un cadre de référence bâti sur l'affirmation que la RPDC est un pays agresseur qu'il faut contrôler à tout prix afin de garantir la paix sur la péninsule. C'est une continuation de la conception du monde désinformative de la guerre froide qui a d'ailleurs servi à justifier le déclenchement de la Guerre de Corée. Cette guerre avait pour objectif de mettre la péninsule sous le contrôle des impérialistes américains, qui avaient divisé la Corée et fomenté une guerre civile de 1945 à 1950. Tout comme les impérialistes japonais qui avaient utilisé la Corée occupée comme tremplin pour la colonisation de la Chine en 1931, les États-Unis voulaient se servir d'une Corée occupée pour arrêter la propagation du communisme en Asie et comme base en Asie pour essayer de voler la victoire au peuple chinois qui allait bientôt sortir victorieux d'une lutte séculaire contre l'occupation coloniale.

Les agresseurs accusent les Coréens d'agression contre leur propre pays. La vérité est tout autre. Le peuple coréen avait remporté, par ses propres efforts, la victoire en 1945 dans sa guerre de libération contre l'occupant japonais, mettant fin à cette occupation coloniale meurtrière qui perdurait depuis la conclusion de la guerre russo-japonaise de 1905.

Après avoir finalement vaincu les militaristes japonais, les Coréens désiraient récolter les fruits de leur indépendance durement acquise. Mais les impérialistes américains ne pouvaient accepter de les voir établir leur propre pouvoir et sont donc intervenus pour soumettre la Corée à leurs desseins d'hégémonie mondiale.





Malgré la défaite du Japon et du militarisme japonais à la conclusion de la Deuxième Guerre mondiale, les impérialistes américains ont ramené l'élite dominante japonaise en Corée pour administrer le sud, qu'ils occupaient depuis la victoire contre le Japon. Cela a mené à la division de la Corée et provoqué une guerre civile.

L'histoire racontée par la suite, dans laquelle la RPDC aurait provoqué la Guerre de Corée en commettant l'agression contre la partie sud de son propre pays, n'est qu'un de ces mythes

anticommunistes issus de la guerre froide, destinés à dépeindre les communistes comme des êtres agressifs, dangereux, irrationnels et hégémonistes et la cause de tous les problèmes. Les États-Unis sont à tort présentés comme la nation indispensable, les défenseurs des droits de l'homme, de la paix et de la liberté. Ce mythe américain issu de la guerre froide n'a rien à voir avec la façon dont les choses se présentaient dans le monde réel en 1950 ou se présentent dans le monde aujourd'hui.

Malgré les sanctions et les provocations qu'ils affrontent parce qu'ils veulent la paix sur la péninsule, et à cause de ces sanctions et provocations, les Coréens continuent d'aspirer à la réunification de leur nation et au retrait de toutes les troupes et armes étrangères de leur territoire. Depuis que Kim Il Sung a conduit la Corée à la victoire contre l'envahisseur japonais en 1945, les représentants du nord persistent dans leurs efforts pour promouvoir la réunification du pays. Ils ont proposé la solution de deux systèmes basée sur le modèle qui fonctionne en Chine pour ce qui est de Hong Kong et de Macao, lesquels font partie de la Chine. À plusieurs reprises, les présidents de la Corée du sud qui sont parvenus à se dégager de l'emprise américaine, aussi éphémèrement soit-il, ont engagé des pourparlers avec le nord sur des mesures concrètes pour réaliser la réunification, et chaque fois la RPDC a accueilli l'initiative avec sincérité et enthousiasme.

La division de la nation coréenne est une tragédie et un problème qui nécessite une solution, mais les impérialistes américains et d'autres pays belligérants font preuve d'indifférence devant les souffrances que cela cause au peuple coréen. Des familles sont littéralement séparées depuis soixante-dix ans. Pour saper les efforts de réunification, les impérialistes américains et leurs alliés, qui se rassemblent encore une fois dans cette coalition à Vancouver, continuent de s'ingérer dans les affaires internes de la nation coréenne pour maintenir leur contrôle sur la péninsule. Les gestes qui favorisent la réunification, tels que le fait d'avoir une délégation conjointe aux Jeux olympiques d'hiver à PyeongChang cette année, en Corée du sud, et de tenir des rencontres de haut niveau ne sont pas, contrairement à ce qu'on prétend, des manoeuvres qui montrent que les menaces de Donald Trump ont un effet. Ce sont des expressions concrètes de la politique de promotion de la réunification à la base de la politique étrangère et intérieure de la RPDC, comme les sommets intercoréens de 2000 et 2007.

Le Canada était un pays belligérant sous commandement américain, sous couvert du drapeau de l'ONU en 1950-1953, pendant la guerre contre la Corée. À ce titre, il a une responsabilité de réparation des torts. À l'époque, la Chine s'était vu refuser un siège au Conseil de sécurité de l'ONU et la Russie était absente en guise de protestation de l'exclusion de la Chine. Aujourd'hui, la Chine et la Russie sont toutes deux présentes au Conseil de sécurité et peuvent utiliser leur veto pour empêcher les impérialistes américains de se servir à nouveau du drapeau de l'ONU à des fins sinistres. Or, les grandes puissances refusent toujours de respecter la charte de l'ONU et de renouveler les relations internationales sur une base moderne. L'ONU ne doit pas servir d'instrument de l'agression contre la Corée. Le Conseil de sécurité a voté de nouvelles sanctions contre la RPDC sous prétexte de vouloir la forcer à renoncer aux essais nucléaires, qui pour elles sont un moyen de dissuasion. Dans le cas de l'Irak, un rapport a établi que de 1991 à 1995, près de

567 000 enfants sont morts à cause des dures sanctions économiques, dont l'ambassadrice des États-Unis à l'ONU à l'époque, Madeleine Albright, était une fervente partisane. Albright est notoirement célèbre pour sa phrase de 1996 disant que toutes ces morts « valaient la peine ». Au lieu de mettre fin aux sanctions, le président Clinton l'a nommée secrétaire d'État et lorsqu'il est devenu évident que les sanctions n'allaient pas donner les résultats escomptés, les États-Unis ont envahi l'Irak avec leur « coalition des volontaires ».

La création de cette « Réunion des États expéditeurs du commandement des Nations unies » à Vancouver pour donner de la légitimité à une instance qui prend des décisions pour avancer les visées impérialistes américaines aujourd'hui, en s'appuyant sur le mythe de la guerre froide qui dit que la RPDC est un agresseur, ne passera pas. Quoi que cette coalition décide, ça ne sera pas un appui à un ordre international basé sur les règles et ça ne contribuera pas à la paix, à la liberté et au respect des droits.

Les Canadiens doivent assumer la responsabilité d'aider à établir un cadre de référence qui mène à la paix sur la péninsule coréenne. Ils veulent que leur gouvernement soit un facteur pour la paix et la justice dans le monde, pas pour la guerre. Ils veulent un « ordre international fondé sur des règles », pas des coalitions de volontaires pour l'agression et la quête d'hégémonie des États-Unis. Pour réaliser leurs aspirations, ils doivent eux-mêmes établir ce que veut dire être pour la paix et un « ordre international fondé sur des règles ». C'est une préoccupation légitime et ils ont le droit de délibérer et de s'exprimer sur le sujet.



Nous ne devons surtout pas permettre que le Canada soit encore une fois utilisé comme un instrument de l'impérialisme américain pour faire la guerre au peuple coréen ou à tout autre peuple !

### **Note**

1. Vingt-et-un pays membres de l'ONU ont participé à l'agression contre la Corée sous prétexte d'opération de police de l'ONU. Seize pays agresseurs y ont expédié des unités de combat : les États-Unis, le Canada, la Grande-Bretagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Colombie, l'Éthiopie, la France, la Grèce, les Pays-Bas, l'Afrique du Sud, la Turquie, la Thaïlande, les Philippines et la Belgique (dont les bataillons incluaient des soldats du Luxembourg).

Cinq pays ont fourni des services sanitaires : le Danemark, l'Inde, l'Italie, la Norvège et la Suède.

*Voir aussi:*

- [Les grandes puissances dominent la réponse de l'ONU aux développements sur la péninsule coréenne - LML 2 décembre 2017](#)
- [Les Coréens exigent la fermeture de la base américaine et l'interdiction des navires de guerre canadiens et australiens dans leurs ports - LML 2 décembre 2017](#)



## Piquets d'information et pétition: oeuvrons pour la paix sur la péninsule coréenne



Les Canadiens veulent que leur gouvernement soit un facteur de paix et de justice dans le monde et contribue à la diplomatie et à la résolution pacifique des conflits. Il est de notre devoir envers nous-mêmes et le peuple coréen de faire en sorte qu'une nouvelle Guerre de Corée n'éclate pas et que le gouvernement du Canada ne contribue pas à la préparation d'une telle guerre en disant agir en notre nom comme il le fait en ce moment.

Jusqu'à présent, plus de 2500 Canadiens ont signé la Pétition contre la guerre et l'agression sur la péninsule coréenne. La pétition demande au gouvernement canadien :

1. d'exhorter le gouvernement américain à accepter l'offre de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) de signer un traité de paix pour mettre officiellement fin à la Guerre de Corée et normaliser les relations afin de réduire immédiatement les tensions sur la péninsule coréenne ;
2. d'en appeler au gouvernement américain à retirer immédiatement toutes les troupes et les armes américaines de la péninsule coréenne ;
3. de respecter le droit du peuple coréen de régler ses propres problèmes, y compris la réunification nationale, de manière pacifique et sans ingérence extérieure ;
4. de mettre fin à la participation du Canada aux exercices militaires des États-Unis, de la République de Corée et du Japon qui menacent la paix dans la région ;
5. d'appuyer la paix sur la péninsule coréenne en normalisant les relations avec la RPDC et en développant les relations diplomatiques établies en 2001 avec la RPDC afin que des relations gouvernementales, culturelles, économiques et avec la société civile puissent s'établir au profit des peuples des deux pays.



**Lancement de la pétition canadienne contre la guerre et l'agression sur la péninsule coréenne à Toronto le 25 octobre 2017**



En 2017, la collecte de signatures a été faite sur une base régulière à Toronto, Montréal et Vancouver par les militants du PCC(M-L), des patriotes coréens et des activistes antiguerre. Nous lançons l'appel à tous en 2018 à faire circuler la pétition parmi vos amis et collègues, dans vos instances syndicales, à la partager sur les médias sociaux. Il faut expliquer la prise de position qu'elle contient pour aider à la création de l'opinion publique dont on a besoin pour bloquer les tentatives des cercles dirigeants du Canada d'en faire une zone pour la guerre contre la Corée et de s'ingérer dans les affaires de l'Asie. En prenant position en appui à la paix sur la péninsule coréenne, les Canadiens peuvent parler en leur propre nom et s'investir de pouvoir pour faire une contribution à la paix mondiale.

***Joignez-vous à ce travail !***



**Signature de la pétition canadienne contre la guerre et l'agression sur la péninsule coréenne à Montréal le 13 décembre 2017**



---

## **Le Canada cherche à étendre son rôle militaire en Asie-Pacifique**

***- Enver Villamizar -***

Alors que le Canada prétend favoriser la diplomatie et la solidarité, on a peu parlé du fait que les forces militaires canadiennes ont participé aux exercices militaires conjoints annuels massifs des États-Unis et de la Corée du sud — Key Resolve - ainsi que Foal Eagle au printemps et Ulchi-Freedom Guardian en août et à d'autres exercices qui visent à pousser la République populaire démocratique de Corée (RPDC) à la guerre sur la péninsule coréenne. En septembre 2017, le *HNSC Ottawa* et le *HSMC Winnipeg* ont amarré à la base navale américaine sur l'île Jeju où le peuple lutte pour la démilitarisation de l'île.

En plus de viser à forcer le peuple coréen et les peuples du monde à se soumettre au contrôle impérialiste américain de la péninsule coréenne, cela fait partie de l'objectif du gouvernement Trudeau d'augmenter le nombre de forces militaires « expéditionnaires » du Canada dans la région de l'Asie-Pacifique. Cette région est une poudrière géopolitique où se jouent les rivalités entre les États-Unis et leurs efforts de domination de la mer de Chine méridionale, et la Chine qui a des ambitions plus grandes dans la région et cherche à y jouer un plus grand rôle.



**Piquetage et signature de la pétition le 23 novembre 2017 à la station de train University à Vancouver**

Le 7 septembre, le Canada a été l'hôte de la Conférence des chefs de la défense du Commandement du Pacifique des États-Unis, à Victoria, en Colombie-Britannique, qui a réuni les chefs de la défense alliés des États-Unis sous l'égide du Commandement du Pacifique des États-Unis.

En novembre, le premier ministre Justin Trudeau est allé encore plus loin dans cette voie durant son voyage en Asie lors des réunions de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) où il a cherché à donner une place au Canada à la table du Sommet de l'Asie orientale pour discuter de la « menace provenant de la RPDC ».

Cette stratégie visant à accroître le rôle militaire du Canada en Asie-Pacifique est mise en oeuvre au moment où le gouvernement Shinzo Abe du Japon revitalise le militarisme japonais. C'est ce même Japon qui refuse d'assumer sa responsabilité pour les crimes de guerre historiques qu'il a commis contre les peuples d'Asie dont le peuple coréen. En tentant de répandre le mensonge que la RPDC représente une menace pour l'Asie, qui doit être contenue, et en participant à des manoeuvres militaires aux côtés du Japon et des États-Unis, le Canada appuie objectivement ce regain du militarisme japonais dans les conditions actuelles.

Dans le cadre de leurs efforts pour dominer l'Asie et le monde, les États-Unis exercent aussi une grande pression sur le Canada et d'autres pays autour du Pacifique pour qu'ils acceptent d'acheter des systèmes antimissiles balistiques et des censeurs pour qu'ils soient installés sur leur territoire. La classe dominante du Canada contribue à cet effort en faisant de l'hystérie au sujet des missiles hors de contrôle de la RPDC et sur le besoin d'être « protégé » par les États-Unis par l'expansion de NORAD. On entend souvent dire que Vancouver est en plein dans la trajectoire de ces missiles hypothétiques de la RPDC et le choix de Vancouver comme hôte de cette rencontre ne relève pas du hasard. Les Canadiens cependant se sont toujours opposés aux tentatives de mobiliser le Canada à se joindre à la « défense antimissile » des États-Unis.

En 1983, les Vancouvérois ont déclaré leur ville une zone exempte d'armes nucléaires. Ils exprimaient ainsi le sentiment du peuple canadien que le Canada soit une zone pour la paix et le désarmement. Le choix de Vancouver comme lieu de cette réunion vise à détruire ce sentiment antiguerre en créant l'hystérie que la côte ouest est la plus vulnérable advenant une attaque nucléaire de la Corée. On fait pression sur les Vancouvérois pour qu'ils mettent un signe d'égalité



En coprésidant la réunion de janvier avec les États-Unis, il est clair que le Canada marche au pas de ce pays dont le président a menacé de « détruire » la RPDC et d'y déclencher « feu, fureur et puissance d'une ampleur jamais vue ». Par ses actions, le gouvernement place le Canada plus directement au service de l'intimidation et des menaces, ce que les Canadiens n'acceptent pas. Il est inacceptable que le Canada présente son expansion militaire et ses efforts diplomatiques frauduleux comme des efforts pour obtenir une solution pacifique sur la péninsule coréenne.



# Vive la Révolution cubaine !

**- Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) -**





Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) se joint au peuple cubain et aux peuples du monde entier pour saluer la Révolution cubaine à l'occasion du 59e anniversaire de son triomphe. Le PCC(M-L) transmet ses salutations révolutionnaires militantes au Parti communiste de Cuba et à sa direction, au président Raúl Castro Ruz et à tous les dirigeants ainsi qu'au peuple cubain qui inspire le monde entier par sa défense héroïque de la révolution.

Le peuple cubain s'engage dans la 60e année de la Révolution avec un bilan de défis surmontés l'un après l'autre et il montre au monde de quoi lui et son leadership révolutionnaire sont faits. La réponse à l'ouragan Irma, la pire tempête à frapper l'île en plus de 80 ans, a été immédiate, pour que personne ne soit laissé sans protection ou seul face aux ravages de la tempête. En même temps, Cuba a offert aux petits États insulaires des Caraïbes, eux aussi durement frappés, son aide internationaliste, qui est une des grandes caractéristiques de la Révolution cubaine.

L'année écoulée a apporté d'autres défis à cause de la politique hostile de l'administration Trump, qui a renversé les progrès réalisés durant les trois dernières années vers la normalisation des relations bilatérales et qui a durci le blocus tout en propageant des allégations malveillantes à propos « d'attaques à la santé » subies par des diplomates américains à Cuba.

Le peuple cubain a traversé toutes ces tempêtes. Il a pris les mesures nécessaires pour atténuer les effets de l'ouragan et maintenir son indépendance et sa souveraineté face à l'agression américaine qui s'est accentuée. Il a montré au monde entier le sens du mot dignité. Par ses actions et la défense de son droit d'être, il a réaffirmé le caractère socialiste de la révolution dans le présent. On voit bien que la vie et l'oeuvre du camarade Fidel Castro vivent aujourd'hui dans les actions du peuple cubain.

Le PCC(M-L) croit que maintenant plus que jamais, les Canadiens ne doivent ménager aucun effort pour exiger la levée du blocus des États-Unis et le retour à Cuba du territoire occupé à la baie de Guantanamo. Il est temps aussi d'insister pour que soit maintenue une politique de non-ingérence dans les affaires internes de Cuba. Nous nous engageons à approfondir encore les relations d'amitié entre les peuples canadien et cubain.



**Une salve de 21 coups de canon à La Havane signale le Nouvel An et l'inauguration de la 60e année de la Révolution à minuit le 31 décembre 2017. (Cubanito en Cuba)**



---

## **59 années de révolution! 59 années d'indépendance, de justice et de dignité humaine!**

**- Réseau canadien pour Cuba -**



Aujourd'hui, 1er janvier 2018, est le 59e anniversaire du triomphe de la Révolution cubaine. En cette occasion, au nom du mouvement d'amitié et de solidarité Canada-Cuba, le Réseau canadien pour Cuba transmet ses salutations les plus chaleureuses au peuple cubain, au gouvernement cubain et à la direction révolutionnaire du pays.

Le 1er janvier 1959, le peuple cubain dirigé par Fidel Castro a pris sa destinée en main et s'est engagé sur la voie de l'autodétermination, de la liberté et de la dignité humaine authentiques. En défendant ce qu'il a créé par sa révolution, le peuple cubain a affronté et vaincu tous les obstacles et toutes les attaques impérialistes. Comme l'a dit le président Raúl Castro Ruz dans son discours du 21 décembre 2017 à l'Assemblée populaire, Cuba est et va demeurer libre, souveraine et indépendante.

Alors que le peuple cubain avance avec confiance sur la voie qu'il a choisie, le mouvement d'amitié et de solidarité Canada-Cuba va continuer de renforcer les liens entre les peuples du Canada et de Cuba, de demander la fin du blocus et de la campagne de subversion des États-Unis contre Cuba, et de demander la restitution à Cuba du territoire occupé illégalement par la base navale américaine à la baie de Guantanamo.

***¡Viva la Revolución Cubana !***

Au nom du Réseau canadien pour Cuba

*Isaac Saney,  
coprésident et porte-parole national*



---

## **« Nous sommes ici et nous y resterons, libres, souverains et indépendants »**

**- Le président de Cuba Raúl Castro -**

*Allocution prononcée par le général d'armée Raúl Castro Ruz, président du Conseil d'État et du*

*Conseil des ministres, à la clôture de la 10e Session ordinaire de la 8e Législature de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, le 21 décembre 2017*



\*\*\*

Camarades, Il m'incombe d'apporter les conclusions de la Période ordinaire de sessions de la 8e Législature de l'Assemblée nationale. À cette occasion, j'aborderai plusieurs questions de l'actualité nationale et internationale.

Entre le 8 et le 10 septembre, notre pays a été frappé par l'ouragan Irma, qualifié comme l'événement météorologique le plus puissant et le plus violent de l'histoire de l'Atlantique, dont les vents violents, les pluies intenses et de graves inondations côtières ont touché 12 provinces, à des degrés divers.

En dépit des actions considérables déployées pour protéger la population, comprenant la protection de plus de 1,8 million de personnes, nous avons dû déplorer la perte de 10 compatriotes. Plus de 179 000 logements ont été endommagés et des dégâts importants ont été causés aux infrastructures, aux bâtiments du système national de santé, aux établissements d'enseignement, à l'agriculture, à l'industrie sucrière, aux installations touristiques et aux communications. Pour la première fois, le réseau national d'électricité a été interrompu dans tout le pays.

En résumé, les dommages occasionnés par l'ouragan Irma ont été estimés à 13,185 milliards de pesos, un chiffre calculé à partir de la parité du peso avec le dollar étasunien.

Une fois de plus, notre peuple a fait preuve d'esprit de résistance et de victoire, et il a fait face avec organisation, unité, discipline et solidarité à cet événement et à l'étape de reconstruction.



En seulement 20 jours, l'approvisionnement en électricité et en eau a été rétabli sur l'ensemble du territoire national, une activité dans laquelle — associées aux forces spécialisées — les brigades mixtes de soutien formées dans chaque municipalité, se sont illustrées, assurant les tâches de nettoyage, d'élagage, d'ouverture de trous et de portage des poteaux électriques, afin de venir en aide aux ouvriers chargés de rétablir l'électricité.



Par ailleurs, en à peine 62 jours, tous les dommages survenus dans les installations touristiques ont été réparés, de sorte que celles-ci étaient prêtes à offrir leurs services avant le début de la haute saison.

Personne n'a été abandonné à son sort. Le gouvernement révolutionnaire a adopté un ensemble de mesures visant à faciliter aux victimes l'achat de matériaux de construction et de produits de première nécessité.

Nous avons réussi à préserver les services d'éducation et de santé, en garantissant la stabilité épidémiologique.

Plusieurs programmes de construction de logements plus solides et plus résistants dans les communautés qui ont subi les plus gros dégâts sont en cours d'exécution, ce qui restera l'une des principales priorités du Plan de l'économie nationale pour l'année prochaine et au-delà. Dans ce sens, il convient de renforcer les ressources locales disponibles afin d'accélérer le règlement de ce vieux problème du logement.

Il est juste de reconnaître le rôle joué par les régions stratégiques et leurs responsables respectifs, les conseils de défense provinciaux et municipaux, dirigés par les plus hauts dirigeants du Parti et du gouvernement dans ces instances, et au niveau de la zone de défense, les organisations de masse, les Forces armées révolutionnaires, le ministère de l'Intérieur et d'autres organismes de l'Administration centrale de l'État.

Les résultats obtenus face à cet ouragan et les expériences accumulées à l'occasion de phénomènes climatiques semblables au cours de ces dernières années confirment la permanence et la validité de la doctrine de la guerre de tout le peuple, et l'organisation du système de la défense territoriale et son perfectionnement systématique, en tant que piliers destinés à affronter et vaincre tout événement ou menace, qu'il provienne de la nature ou de tout autre type (Applaudissements).

Je saisis cette occasion pour exprimer une nouvelle fois, au nom du peuple cubain, notre plus profonde gratitude pour l'aide et les innombrables manifestations de soutien qui nous sont parvenues de toutes les parties du monde par le biais de chefs d'État et de gouvernement, d'organisations politiques, de mouvements de solidarité et d'amis de Cuba.

Pour changer de sujet, je voudrais profiter de cette occasion pour évoquer la tenue réussie de la première phase des élections générales, qui a vu l'élection des délégués aux assemblées municipales du Pouvoir populaire, qui ont été constituées le dimanche 17 décembre dernier.



Une fois de plus, notre peuple s'est rendu massivement aux urnes pour exercer son droit de vote, avec une participation de 89,02 % au premier tour de scrutin, un chiffre semblable à celui des élections précédentes.

Par ailleurs, la qualité du suffrage a été meilleure que celle des élections effectuées en 2015, le pourcentage de bulletins valides ayant été supérieur, et donc avec moins de bulletins annulés ou blancs.

Ce processus s'est caractérisé par une plus grande préparation, organisation et cohésion du travail entre les autorités électorales aux différents niveaux, les institutions de l'État, les organisations de masse et sociales et les citoyens. En fait, il s'est agi d'une manifestation du soutien massif et de confiance du peuple envers la Révolution et la démocratie socialiste, ainsi qu'un digne hommage à son leader historique, et il devrait en être ainsi

lors de la prochaine étape qui sera bientôt convoquée.

Comme nous l'avons expliqué, en raison des graves dommages provoqués par l'ouragan Irma, en pleine phase de désignation directe des candidats aux postes de délégués, nous avons été contraints de modifier les dates prévues pour les élections des délégués aux assemblées municipales du Pouvoir populaire.

En conséquence de ce qui précède, aujourd'hui, conformément à la Constitution de la République, cette Assemblée a décidé de prolonger le mandat des délégués des assemblées provinciales et des députés de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, si bien que la mise en place du nouveau Parlement n'aura pas lieu le 24 février, comme cela a généralement été le cas, mais le 19 avril, coïncidant avec le jour de la victoire à Playa Giron, qui représenta la première grande victoire du socialisme, que Fidel avait déjà proclamé.

Au cours de cette session, le Bureau du Ministère public et la Cour suprême populaire ont procédé à leur reddition de compte. Des organes qui, en raison de leur importance dans le renforcement des institutions et de la discipline sociale, exigent un appui et une attention permanente dans l'exécution des missions qui leur sont confiées, ainsi que le respect de leurs attributions, de leur indépendance et de la stricte exécution de leurs décisions. Dans le même temps, nous nous devons d'exiger de ses membres un comportement éthique et un engagement indéfectible envers le peuple et la Révolution.

Au cours de cet exercice, nous avons pu observer les progrès accomplis par ces deux institutions dans l'exécution des fonctions qui leur revient dans le cadre de la Constitution.

Depuis mardi dernier, les députés ont été largement informés sur la situation économique du pays, ce qui me libère d'entrer dans les détails en la matière.

En m'adressant à cette Assemblée en décembre de l'année dernière, j'avais alerté sur le fait que les tensions financières et les défis persisteraient en 2017, et qu'ils pourraient même s'aggraver, toutefois nous prévoyions de reprendre la voie ascendante dans les performances de l'économie nationale et d'atteindre une croissance modérée du PIB de l'ordre de 2 %.

Comme vous en avez reçu les explications au cours de cette session, le PIB a maintenu son chiffre positif en enregistrant une croissance de 1,6 %, un résultat qui, bien qu'il ne nous satisfasse pas, a été atteint dans un scénario aggravé par les restrictions financières, une disponibilité insuffisante de combustible, ce à quoi il nous faut ajouter l'impact en rien négligeable de la sécheresse aiguë subie depuis trois ans et les dommages considérables causés par l'ouragan Irma, une question à laquelle j'ai déjà fait référence.

Nous ne saurions ignorer non plus les effets du blocus économique, commercial et financier du gouvernement des États-Unis, qui non seulement se maintient depuis plus de 56 ans, mais s'intensifie sous la nouvelle administration. La reprise modeste de l'économie a été favorisée par la dynamique dans le tourisme, un secteur où s'imposera un nouveau record de 4,7 millions de visiteurs internationaux, ainsi que des augmentations principalement dans le transport, les communications, l'agriculture et la construction.

Les principaux programmes d'investissements liés au développement des infrastructures et à la croissance des sources de revenus externes se sont comportés de façon acceptable.

Au milieu des tensions financières, nous avons assuré la vitalité des services sociaux fournis gratuitement à tous les Cubains.

Nous avons également préservé l'équilibre financier interne, avec davantage d'offres dans le réseau d'établissements de détail qui, bien qu'encore insuffisantes, permettent d'améliorer la réponse à la

demande croissante de la population.

Le Plan de l'économie et le budget de l'État pour 2018 adoptés aujourd'hui par ce Parlement, prévoient une croissance du produit intérieur brut d'environ 2 %, ce qui suppose de garantir l'utilisation efficace des ressources financières et matérielles disponibles, d'accroître les recettes d'exportation, d'augmenter les productions nationales, notamment les aliments, sans renoncer aux programmes de développement en cours visant à générer des recettes et de nouvelles sources d'emplois.

L'année prochaine sera également compliquée pour les finances extérieures du pays. Cependant, nous maintiendrons le ferme objectif de récupérer progressivement la crédibilité internationale de notre économie. Je voudrais saisir cette occasion pour confirmer aux créanciers notre volonté d'honorer les engagements pris dans les différents processus de réorganisation de notre dette extérieure.

Nous poursuivrons nos efforts visant à réduire graduellement les remboursements courants exigibles à nos fournisseurs, que nous remercions pour leur soutien et leur compréhension des difficultés passagères auxquelles nous sommes confrontés.

Nous devons également consolider la participation encore naissante des investissements étrangers dans notre économie, une orientation qui, au cours de l'année 2017, a montré des résultats supérieurs, mais qui est certainement encore insuffisante.

Aujourd'hui, les députés, comme nous l'avons fait hier en séance plénière du Comité central, ont évalué l'état de la mise en oeuvre des Orientations de la politique économique et sociale du Parti et de la Révolution.

Durant la période analysée, le processus d'élaboration des versions finales des documents programmatiques présentés au 7e Congrès du Parti a été achevé. Par ailleurs, la marche de la mise en oeuvre des politiques adoptées sur la base des expériences obtenues a fait l'objet d'une évaluation critique, dans le but de corriger les distorsions et les violations identifiées.

Des efforts importants ont été consentis à l'élaboration des normes juridiques visant à perfectionner les formes de gestion non étatiques, à savoir le travail à son compte et l'expérience des coopératives non agricoles.

À ce propos, il ne semble pas superflu de confirmer que nous ne renonçons pas au déploiement et au développement des formes de gestion non étatiques dans notre économie. Nous ne reculerons pas et nous ne nous immobilisons pas, mais il nous faut veiller au respect de la Loi, consolider les résultats positifs et lutter fermement contre les illégalités et la violation de la politique en vigueur. En d'autres termes, nous devons veiller à ce que les changements dans ce domaine se mettent en place correctement et corriger résolument toute déviation qui nous éloigne de la voie choisie.

Dans le même temps, nous avons appliqué les mesures adoptées pour la transformation progressive et le perfectionnement du système d'entreprises d'État, qui, comme nous le savons tous, est la principale forme de propriété dans l'économie nationale socialiste.

Récemment, de nouvelles normes juridiques concernant le système d'entreprises cubain ont été publiées, ce qui représente une nouvelle étape dans l'objectif de séparer les fonctions de l'État de





celles des entreprises afin d'accroître l'efficacité et l'organisation, en attribuant à celui-ci une plus grande autonomie dans sa gestion.

Actuellement, des actions de formation et de diffusion sont mises en place pour faciliter l'application des normes juridiques publiées.

Même si l'élimination de la dualité monétaire et des taux de change ne résoudra pas par magie tous les problèmes accumulés dans l'économie cubaine, il s'agit du processus le plus décisif pour progresser dans la mise à jour du modèle économique en raison de l'impact de cette mesure dans toutes les sphères de l'activité économique et sociale de la nation. Tant que cela ne sera pas résolu, il sera difficile d'avancer correctement.

Au cours de cette période, nous avons renforcé et intensifié le travail avec une plus grande intégralité et une plus grande portée, afin d'être en mesure, tout en unifiant le système monétaire, de surmonter les distorsions existantes en termes d'allocations, de prix et de tarifs de gros et de détail et, bien sûr, en termes de pensions et de salaires dans le secteur d'État de l'économie.

Personne ne peut calculer, pas même le plus sage de nos sages, le coût élevé représenté par la persistance de la dualité monétaire et des taux de change pour le secteur d'État. Une dualité qui favorise l'injustice de la pyramide inversée, où celui qui exerce une plus grande responsabilité reçoit un salaire inférieur et où bon nombre de citoyens compétents ne se sentent pas motivés par un travail légal, en même temps que l'on décourage la promotion à des postes supérieurs des meilleurs travailleurs et cadres et des plus qualifiés, dont certains émigrent vers le secteur non étatique.

Je dois reconnaître que ce thème nous a pris trop de temps et que sa résolution ne peut plus être retardée (Applaudissements).

Comme à d'autres occasions, il me semble opportun de procéder à un bref bilan de certaines des principales questions de politique étrangère.

En 2017, nous avons été témoin d'une détérioration grave et irrationnelle des relations entre les États-Unis et Cuba. Notre pays n'est absolument pas responsable de ce recul, marqué par le renforcement du blocus, le retour à une rhétorique agressive et irrespectueuse et à l'application arbitraire de mesures injustifiées qui affectent de manière significative les liens entre les peuples et les familles, ainsi que les droits et les libertés des Cubains et des Étasuniens.



Les décisions adoptées par le gouvernement des États-Unis au cours des derniers mois ont non seulement interrompu le processus amorcé par décision souveraine des deux pays d'évoluer vers un nouveau type de relations, pour la première fois de leur histoire, fondées sur le respect et la coexistence civilisée, mais elles ont aussi ouvert de nouveaux fronts de tension.

Dans le cadre de ce recul, les États-Unis ont recours de nouveau à la fabrication artificielle de prétextes qui justifient un retour à des politiques vouées à l'échec et universellement rejetées.

Je répète catégoriquement que Cuba n'a aucune responsabilité dans les incidents qui auraient soi-disant affecté la santé de diplomates accrédités ou d'autres visiteurs étrangers.

Les résultats des enquêtes cubaines et étasuniennes, qui jusqu'à présent n'ont pas trouvé la moindre preuve des causes et de l'origine des problèmes de santé décrits, le confirment.

Ce n'est pas Cuba qui a établi de nouvelles interdictions aux liens économiques, commerciaux et financiers, très limités, entre les deux pays, ni qui n'a de nouveau restreint le droit des citoyens étasuniens à se rendre dans notre pays et des Cubains aux États-Unis, ni qui n'a porté atteinte au fonctionnement des ambassades, avec des conséquences négatives sur les relations migratoires, les échanges et les voyages entre les deux pays.

Nous ne devons pas oublier que la politique adoptée par le nouveau gouvernement des États-Unis a soulevé l'opposition du peuple étasunien et de la communauté internationale, qui s'est clairement exprimée le 1er novembre dernier à l'Assemblée générale des Nations Unies lors de son vote, presque à l'unanimité, à l'exception des États-Unis et d'Israël, en faveur de la résolution présentée par notre pays sur la nécessité de mettre fin au blocus économique, commercial et financier exercé par le gouvernement des États-Unis, et dont le peuple cubain souffre depuis plus de 56 ans.



Il ne dispose pas non plus du soutien de la majorité de l'émigration cubaine, qui se trouve également affectée par des décisions qui ne favorisent que certains secteurs minoritaires rétrogrades, historiquement intéressés à provoquer une confrontation entre les deux pays.

Pour notre part, nous avons fait des efforts et nous continuerons à en faire pour préserver, dans la mesure du possible, les espaces d'échange et de coopération établis ces dernières années et, comme je l'ai dit à maintes reprises, Cuba est déterminée à continuer de négocier les questions bilatérales en suspens avec les États-Unis, sur la base de l'égalité et du respect de la souveraineté et de l'indépendance de notre pays, et à poursuivre un dialogue respectueux et la coopération sur des questions d'intérêt commun avec le gouvernement des États-Unis.

La Révolution cubaine a résisté aux attaques de 11 administrations des États-Unis d'appartenance différente et nous sommes ici et nous y resterons, libres, souverains et indépendants (Applaudissements).

Notre région d'Amérique latine et de la Caraïbe subit les agressions de l'impérialisme et des oligarchies avec pour objectif de faire reculer l'histoire et briser les avancées obtenues par les forces populaires durant ces dernières années. La Révolution bolivarienne doit faire face à une guerre non conventionnelle imposée par ses ennemis extérieurs et des secteurs putschistes de l'intérieur.

Les résultats des récentes élections confirment la légitimité et le caractère démocratique du gouvernement dirigé par le président constitutionnel Nicolas Maduro Moros et l'union civique et militaire.

Nous rejetons les mesures coercitives unilatérales imposées par les États-Unis, le Canada et l'Union

européenne, ainsi que l'ingérence extérieure contre le processus bolivarien et chaviste du Venezuela, lesquelles menacent la paix et le dialogue entre les Vénézuéliens à des fins de déstabilisation, et provoquent des pénuries économiques à sa population.



Certains gouvernements du continent, en complicité avec des représentants de l'OEA discréditée, tentent d'abattre le Venezuela. L'Alliance bolivarienne pour les peuples de Notre Amérique a réitéré, à travers la déclaration de son Conseil politique, réuni à La Havane dernièrement, que nous resterons unis à ses côtés. La Révolution cubaine a souffert durant des décennies des étapes semblables et parfois pires à certaines occasions. Forts de cette expérience et fidèles à nos principes, nous réaffirmons notre solidarité indéfectible envers la République bolivarienne du Venezuela.

Nous maintiendrons notre collaboration avec le gouvernement et le peuple vénézuéliens, y compris dans les circonstances les plus défavorables.

Nous ferons tout ce qui sera en notre pouvoir pour respecter le devoir révolutionnaire de contribuer à la victoire de la Révolution bolivarienne et chaviste (Applaudissements).

Jamais nous ne manquerons à la loyauté et à la gratitude que nous ressentons envers le président Hugo Chavez Frias pour son soutien et sa solidarité envers nous dans les moments difficiles.

Par ailleurs, nous réitérons notre soutien à la sénatrice Cristina Fernandez de Kirchner, qui, comme vous le savez, fut présidente de l'Argentine, et à l'ancien président Luiz Inacio Lula da Silva, qui sont actuellement harcelés par l'oligarchie par le biais de procédures judiciaires, pour des raisons politiques. Dans ce scénario de plus en plus complexe, nous, les pays d'Amérique latine et de la Caraïbe, avons le devoir de progresser vers l'intégration politique, économique et sociale de Notre Amérique. Comme je l'ai affirmé dans diverses tribunes, oeuvrer pour « l'unité dans la diversité » est une nécessité absolue.

Cuba ne ménagera pas ses efforts pour que la CÉLAC, en tant qu'authentique mécanisme d'Amérique latine et de la Caraïbe, poursuive la promotion des intérêts communs de la région. À cette fin, les postulats de la Proclamation de l'Amérique latine et de la Caraïbe comme Zone de paix devraient demeurer la référence dans les relations entre les pays de la CÉLAC et du reste du monde avec nos États.

Comme vous en avez été informé, il y a quelques jours, nous avons tenu le 6e Sommet CARICOM-Cuba à Antigua-et-Barbuda, qui a démontré non seulement le niveau élevé des relations entre les nations de la Caraïbe et notre pays, mais aussi l'importance de la coopération et de la solidarité mutuelle que nous entretenons depuis des décennies.

Je tiens à réitérer notre soutien permanent à nos frères caribéens, victimes de phénomènes naturels dévastateurs comme les ouragans Irma et Maria. Par ailleurs, nous réclamons un traitement équitable et différencié pour les États de la Caraïbe, qui subissent aujourd'hui les effets dramatiques du changement climatique, et nous réaffirmons notre conviction que ce phénomène doit être abordé de façon décisive par tous.

À mesure que ses conséquences désastreuses se manifestent, la position du président des États-Unis de se retirer de l'Accord de Paris s'avère plus incohérente, au contraire de l'attitude du reste de



la communauté internationale, qui s'est réunie en France le 12 décembre, lors du sommet convoqué par le président Emmanuel Macron et les Nations unies.

Il me paraît nécessaire de dire quelques mots sur la situation de la Palestine. Je réaffirme notre profonde préoccupation et notre rejet de la décision unilatérale du gouvernement des États-Unis de reconnaître la ville de Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël, ce qui constitue une grave violation des résolutions de l'ONU sur cette question, ainsi que du droit international.

Cette mesure, largement condamnée par la communauté internationale, exacerbe davantage les tensions dans la région et éloigne les possibilités de tout effort visant à reprendre les pourparlers de paix israélo-palestiniens.

Nous réaffirmons notre appui sans réserve à la recherche d'un règlement large, juste et durable du conflit, fondé sur la création de deux États, qui garantirait l'exercice du droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination, et à disposer d'un État indépendant à l'intérieur des frontières antérieures à 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale.

Enfin, je réitère avec toute mon énergie et toute ma conviction que notre pays continuera à maintenir ses positions de principe dans tous les aspects concernant les relations internationales, en faveur des droits des peuples, de la paix, de la justice et de la solidarité envers les meilleures causes de l'humanité (Applaudissements).

Pour conclure, camarades, je tiens à ratifier ce que j'ai déjà déclaré lors des 6e et 7e congrès du Parti au sujet de la pertinence de limiter à deux mandats de cinq ans l'exercice des principales fonctions de la nation. En conséquence, lorsque l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire sera constituée le 19 avril de l'année prochaine, mon deuxième et dernier mandat à la tête de l'État et du gouvernement aura pris fin et Cuba aura donc un nouveau président.

Il ne me reste plus qu'à vous souhaiter, à vous et à tout notre peuple, mes plus chaleureuses félicitations à l'occasion du Nouvel An, année 60 de la Révolution. Je vous remercie (Ovations).

*(Photos : Granma, Cubadebate, Prensa Latina, LML, R. Almirante)*

---

## Venezuela

### Les forces populaires inscrivent une autre victoire électorale



Le 10 décembre, des élections municipales ont eu lieu dans les 335 municipalités du Venezuela, la troisième élection couronnée de succès en moins de cinq mois. Les élections précédentes ont eu lieu en juillet pour l'Assemblée nationale constituante et en octobre pour les gouverneurs des États. À ces trois occasions, le peuple a manifesté son soutien à la Révolution bolivarienne et son rejet de la campagne de déstabilisation impérialiste avec son recours à la violence, la guerre économique et les mensonges ainsi que la menace d'invasion militaire pour essayer de le retourner contre la Révolution bolivarienne.[1]

Dans cette élection du 10 décembre, le Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) soutenu par ses alliés dans le Grand Pôle patriotique a remporté 308 des 335 postes de maires -- le plus grand nombre de son histoire -- et a reçu 70 % du total des votes. Il a également remporté le poste de gouverneur de l'État de Zulia avec une importante marge dans une élection rendue nécessaire après que le gouverneur élu de l'élection d'octobre ait refusé d'être assermenté par l'Assemblée constituante ou de reconnaître son autorité.

Les trois principaux partis d'opposition inspirés et financés par l'étranger ont boycotté cette élection et ont appelé les électeurs à s'abstenir de voter suite à la défaite retentissante qu'ils ont subie lors des élections du 15 octobre pour les postes de gouverneurs des États. Lors de cette élection, au cours de laquelle ils ont encouragé leurs partisans à voter, ils ont perdu des bastions clés au PSUV et à ses alliés qui ont fini par gagner dans 18 des 23 états. En dépit des espoirs que ces principaux acteurs de la coalition MUD, une opposition divisée et de plus en plus dysfonctionnelle, avaient placé dans leur appel au boycott, plus de 9,3 millions de Vénézuéliens ont voté, ce qui représente un taux de participation de 47,2 %. Alors que ce pourcentage est inférieur de près de 11 points de pourcentage à celui des élections municipales de 2013 et de près de 14 % à celui des élections régionales d'octobre, le résultat a été plutôt une victoire à la Pyrrhus pour ces forces et leurs mentors étrangers. Leur « stratégie » fallacieuse a fini par leur coûter la perte des centres urbains clés et l'État de Zulia et sa capitale, Maracaibo, centre de l'industrie pétrolière du pays, qu'ils contrôlaient auparavant. Pendant ce temps, la majorité des électeurs éligibles politiquement actifs ont montré qu'ils étaient aux côtés du gouvernement bolivarien. Parmi ceux qui ont rejeté le boycott et présenté des candidats, il y a eu 17 partis politiques nationaux, dont certains sont ou ont été des membres de MUD, et 55 organisations régionales. Ensemble, ils ont reçu un total de 2 749 778 voix à l'échelle nationale et ont remporté 25 municipalités.



**Érika Farias, candidate du PSUV, est élue mairesse de Caracas avec près de 500 000 votes, soit 66,17 % du total.**

En participant massivement aux trois élections récentes et en élisant les membres du PSUV pour les représenter, le peuple vénézuélien a donné son Non ! aux forces qui tentaient de renverser les acquis de la Révolution bolivarienne et de rendre le Venezuela à l'oligarchie raciste qui l'a dominé dans le passé. En dépit de cette giflle, les États-Unis, le Canada et d'autres qui se sont illégitimement donné le droit de s'ingérer dans les affaires du peuple vénézuélien et de fouler aux

pieds sa souveraineté ne se résignent toujours pas à accepter l'échec. Au lieu de cela, ces forces dirigées par les États-Unis poursuivent différentes avenues pour réaliser leur objectif de ramener de nouveau le Venezuela et ses vastes ressources dans les griffes de l'impérialisme.

Certains d'entre eux continuent de répéter la fiction que le Venezuela est au milieu d'une crise humanitaire pour laquelle la solution est l'un ou l'autre type d'intervention humanitaire impérialiste. D'autres sont en train d'essayer de gagner en crédibilité pour la mise en place d'un « gouvernement parallèle » à commencer par une soi-disant Cour suprême en exil qui agit à partir des bureaux de l'Organisation des États américains à Washington, D.C.. Ses « juges », nommés par l'Assemblée nationale contrôlée par l'opposition, continuent d'agir au mépris de la Cour suprême. Ils ont été chargés d'inculper des responsables du gouvernement vénézuélien pour crimes contre l'humanité devant le Tribunal pénal international impérialiste de La Haye. Pendant ce temps, d'autres appellent ouvertement à une intervention militaire étrangère pour renverser le gouvernement de Nicolas Maduro et écraser les forces du peuple.

Rien de tout ce sale boulot n'a empêché les Vénézuéliens patriotes et démocrates de soutenir leur Révolution bolivarienne et de s'organiser pour la défendre ; au contraire, cela a inspiré de nombreuses personnes à se lever pour défendre les acquis et à poursuivre le projet d'édification nationale entamé par Hugo Chavez et poursuivi aujourd'hui sous la direction du président Nicolas Maduro.

*LML* félicite les forces populaires au Venezuela et ailleurs qui luttent contre les forces de l'ancien qui tentent désespérément de les empêcher de prendre leur destin en main. En construisant son unité dans l'action et en formulant les tactiques nécessaires pour défendre ses projets, le peuple vénézuélien est sûr d'obtenir de nouvelles victoires.







## Note

1. « La grande participation aux élections régionales est une gifle aux forces interventionnistes », Le Marxiste-Léniniste, 21 octobre 2017




---

**Lisez Le Marxiste-Léniniste**  
 Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)